

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.151/VR
DU 3 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre et chambres réunies, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 27 mars 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables ^(*), sur un avant-projet de loi « portant assentiment au Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES), signé à Bruxelles le 2 février 2012 », après avoir examiné l'affaire en ses séances des 2 avril 2012 (deuxième chambre) et 3 avril 2012 (chambres réunies), a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« De dringende noodzakelijkheid van de adviesaanvraag wordt verantwoord door het feit dat de ondertekenende partijen er uitdrukkelijk naar streven het ESM-verdrag op 1 juli 2012 van start te laten gaan, in het belang van de stabiliteit van de eurozone ».

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

CARACTÈRE MIXTE OU NON DU TRAITÉ MES ¹

Interrogées sur la question de savoir si le traité MES revêt ou non le caractère d'un traité mixte, les délégués du ministre ont répondu comme suit :

« Le Traité instituant le Mécanisme européen de Stabilité n'est pas un Traité mixte au regard de la répartition des compétences. Par ailleurs, la responsabilité budgétaire incombe à l'État fédéral qui prend en charge la contribution belge (Agence de la Dette) et n'a pas d'impact budgétaire direct pour le budget des entités fédérées » ;

« [...] le traité [MES] n'a jamais été mis à l'ordre du jour du Groupe de Travail 'traités mixtes' puisqu'il nous a semblé manifeste qu'il relève bien de la compétence exclusive du fédéral ».

Certes, la responsabilité budgétaire incombe à l'État fédéral qui prend en charge la contribution belge et n'a pas d'impact budgétaire direct pour le budget des entités fédérées. En outre il est clair que l'État fédéral est seul compétent pour « la politique monétaire aussi bien interne qu'externe » ².

¹ Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES), signé à Bruxelles le 2 février 2012 (ci-après le traité MES).

² Article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 4, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation attire toutefois l'attention des auteurs de l'avant-projet sur certaines dispositions du traité MES qui pourraient néanmoins faire naître un doute à cet égard.

Ainsi, la section de législation se demande dans quelle mesure l'article 36 du traité MES, relatif aux exonérations fiscales, pourrait ou non avoir un impact direct sur la compétence fiscale, notamment, des Régions, nonobstant le fait, d'une part, qu'en vertu de l'article 31, paragraphe 1, du traité MES, « Le MES a son siège et son bureau principal à Luxembourg » et que, d'autre part, en application de l'article 31, paragraphe 2, du traité MES « Le MES peut établir un bureau de liaison à Bruxelles », l'article 32, paragraphe 2, d) du traité MES prévoyant par ailleurs la possibilité de conclure un accord de siège. À défaut de plus amples informations à ce sujet, la section de législation n'est pas à même de se prononcer sur le caractère mixte ou non de cette disposition³. Une interrogation similaire pourrait naître à l'égard des privilèges et des immunités visés aux articles 32 et 35 du traité MES.

Dans le même ordre d'idée, l'article 12, paragraphe 3, du traité MES dispose :

« Des clauses d'action collective figureront, à compter du 1^{er} janvier 2013, dans tous les nouveaux titres d'État d'une maturité supérieure à un an qui seront émis dans la zone euro, de manière à leur assurer un effet juridique identique ».

À défaut de plus amples informations quant à la manière concrète dont cette disposition trouvera à s'appliquer lorsque les Communautés et les Régions mettront en œuvre leur capacité à contracter des emprunts⁴, la section de législation ne peut à nouveau qu'exprimer un doute quant à la nature mixte ou non de cette disposition.

Compte tenu des doutes ainsi exprimés, il conviendrait à tout le moins que l'exposé des motifs soit complété afin de clairement établir le caractère non mixte du traité MES soumis à assentiment.

³ Sur le caractère éventuellement mixte des accords de siège, voir l'avis 30.074/AG donné le 14 février 2001 sur un avant-projet devenu la loi du 21 février 2006 'portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Organisation de l'Unité Africaine, signé à Bruxelles le 9 octobre 1985 et aux Échanges de lettres du 9 octobre 1985 et du 29 juin 1998 entre le Royaume de Belgique et l'Organisation de l'Unité africaine' (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 1374/1, pp. 21-23).

⁴ Articles 49 et 49bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989 'relative au financement des Communautés et des Régions'.

En tout état de cause, la section de législation estime que la sécurité juridique aurait été mieux assurée si l'avis du groupe de travail traités mixtes avait été sollicité ⁵.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1 L'article 2 de l'avant-projet dispose que « [l]e Traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES), signé à Bruxelles le 2 février 2012, sortira son plein et entier effet ».

La section de législation attire l'attention des auteurs de l'avant-projet sur le fait que différentes dispositions du traité MES permettent que les organes du MES apportent des modifications à des dispositions importantes du traité MES ainsi qu'à ses annexes. Or, l'entrée en vigueur de pareilles décisions ne dépend de l'accomplissement des procédures nationales que dans le seul cas de la modification du capital autorisé en application de l'article 10, paragraphe 1, du traité MES. Il existe cependant d'autres décisions des organes du MES qui peuvent donner lieu à une modification du traité :

- l'article 5, paragraphe 6, m), du traité MES permet au Conseil des gouverneurs de déléguer au conseil d'administration des tâches énumérées à l'article 5 ;

- l'article 11, paragraphe 6, du traité MES permet au Conseil des gouverneurs de modifier l'annexe I, dans les cas prévus aux paragraphes précédents de cet article ;

- l'article 19 du traité MES permet au Conseil des gouverneurs ⁶ de modifier la liste des instruments d'assistance financière prévus aux articles 14 à 18 ⁷ ;

- l'article 44 prévoit l'approbation par le Conseil des gouverneurs des « modifications à apporter au présent traité en conséquence directe [d'une] nouvelle adhésion ».

1.2 Ainsi que la section de législation du Conseil d'État, l'a déjà souligné par le passé, il n'est pas impossible pour le législateur de porter assentiment à de telles modifications, à la condition toutefois que cet assentiment anticipé figure explicitement dans

⁵ Ce groupe de travail est institué dans le cadre de la Conférence interministérielle de Politique étrangère par l'article 3 de l'Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions 'relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes'.

⁶ La version néerlandaise du traité est du reste lacunaire, car il y est question du « Raad », au lieu du « Raad van gouverneurs » (« le conseil des gouverneurs »).

⁷ La version néerlandais de l'article 19, alinéa 2, du traité renvoie aux « artikelen 14 tot en met 18 » alors que le texte français mentionne « aux articles 14 et 18 » ; la version néerlandaise est vraisemblablement la bonne version.

la loi d'assentiment. Comme l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État l'a notamment observé à l'occasion du traité de Lisbonne :

« Ces dispositions contiennent une délégation de pouvoirs à des organes européens pour modifier un certain nombre de dispositions, sans l'approbation des États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. La Belgique et ses entités fédérées pourraient donc être liées par une modification du Traité sans que les assemblées législatives compétentes y aient donné expressément leur assentiment⁸. Le fait que, le cas échéant, les décisions du Conseil européen ou du Conseil doivent être prises à l'unanimité ne change rien à cette constatation⁹.

Tant la Cour de cassation¹⁰ que la section de législation du Conseil d'État¹¹ admettent que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à une modification à celui-ci. Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, §§ 2 à 4, de la Constitution et avec l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, deux conditions doivent être réunies : il faut que les Chambres législatives et, le cas échéant, les Parlements des communautés et des régions connaissent les limites des futures modifications¹² et qu'ils indiquent expressément qu'ils donnent leur assentiment à ces modifications »¹³.

1.3 En l'espèce, la première condition est remplie dans la mesure où l'objectif et la teneur des modifications en question ont été suffisamment définis.

⁸ *Note de bas de page 57 de l'avis cité* : Voir les textes applicables sous le n° 23 [...].

⁹ *Note de bas de page 58 de l'avis cité* : La plupart des « clauses-passerelle » prévoient que les décisions sont prises à l'unanimité. Tel n'est toutefois pas le cas des décisions envisagées par les articles 98, 107, paragraphe 2, c), 129, paragraphe 3, 281, deuxième alinéa, et 300, paragraphe 5, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

¹⁰ *Note de bas de page 59 de l'avis cité* : Cass., 19 mars 1981, *Pas.*, 1981, I, n° 417; *J.T.*, 1982, 565, et la note de J. Verhoeven; Cass., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N.

¹¹ *Note de bas de page 60 de l'avis cité* : Voir notamment l'avis n° 33.510/3 du 28 mai 2002 sur l'avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes I et II, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48); l'avis n° 35.792/2/V du 20 août 2003 sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes (*Doc. parl.*, C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10); l'avis n° 36.170/1 du 11 décembre 2003 sur l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001 (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 957/1).

¹² *Note de bas de page 61 de l'avis cité* : Voir notamment les avis cités dans la note précédente.

¹³ Avis 44.028/AG du 29 janvier 2008 sur un avant-projet devenu la loi du 19 juin 2008 'portant assentiment au Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, et à l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007', observation 28, pp. 355 et 356 (*Doc. parl.*, Sénat, n° 568/1, pp. 334-371).

Concernant la seconde condition, la section de législation estime qu'il peut y être satisfait en prévoyant dans l'avant-projet de loi une disposition supplémentaire rédigée comme suit :

« Art. 3. Les décisions du Conseil des gouverneurs en application des articles 5, paragraphe 6, m), 11, paragraphe 6, 19 et 44 du traité MES sortiront leur plein et entier effet ».

2. L'article 13, paragraphe 3, du traité MES prévoit la conclusion d'un protocole d'accord qui constitue un préalable à l'octroi d'un soutien à la stabilité et qui doit définir précisément la conditionnalité dont est assortie ce soutien. La section de législation se demande selon quelles modalités les entités fédérées y seront associées. L'exposé des motifs sera complété sur ce point.

La deuxième chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

Les chambres réunies étaient composées comme suit :

Messieurs	M. VAN DAMME, P. LIÉNARDY, J. SMETS, J. JAUMOTTE, W. VAN VAERENBERGH, S. BODART,	président de chambre, président, président de chambre, conseillers d'État,
Madame Monsieur	C. GIGOT, W. GEURTS.	greffiers.

Les rapports ont été présentés par Mme W. VOGEL premier auditeur et M. T. CORTHAUT, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

M. VAN DAMME

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.151/VR
VAN 3 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer en verenigde kamers, op 27 maart 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen verlengd tot acht werkdagen^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van wet “houdende instemming met het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), ondertekend te Brussel op 2 februari 2012”, heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 2 april 2012 (tweede kamer) en 3 april 2012 (verenigde kamers) op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven:

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt:

“De dringende noodzakelijkheid van de adviesaanvraag wordt verantwoord door het feit dat de ondertekenende partijen er uitdrukkelijk naar streven het ESM-verdrag op 1 juli 2012 van start te laten gaan, in het belang van de stabiliteit van de eurozone.”

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VRAAG OF HET ESM-VERDRAG AL DAN NIET GEMENGD IS¹

Op de vraag of het ESM-Verdrag al dan niet een gemengd verdrag is, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

« Le Traité instituant le Mécanisme européen de Stabilité n'est pas un Traité mixte au regard de la répartition des compétences. Par ailleurs, la responsabilité budgétaire incombe à l'État fédéral qui prend en charge la contribution belge (Agence de la Dette) et n'a pas d'impact budgétaire direct pour le budget des entités fédérées » ;

« [...] le traité [MES] n'a jamais été mis à l'ordre du jour du Groupe de Travail 'traités mixtes' puisqu'il nous a semblé manifeste qu'il relève bien de la compétence exclusive du fédéral ».

¹ Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), ondertekend te Brussel op 2 februari 2012 (hierna: het ESM-Verdrag).

Uiteraard berust de budgettaire verantwoordelijkheid bij de federale staat, die de Belgische bijdrage voor zijn rekening neemt, wat geen rechtstreekse budgettaire weerslag heeft op de begroting van de deelentiteiten. Bovendien is duidelijk dat alleen de federale staat bevoegd is voor “het muntbeleid, zowel intern als extern”².

Binnen de korte termijn die haar toegemeten is, maakt de afdeling Wetgeving de stellers van het voorontwerp evenwel opmerkzaam op enige bepalingen van het ESM-Verdrag die niettemin in dat verband enige twijfel zouden kunnen doen rijzen.

Zo vraagt de afdeling Wetgeving zich af in hoeverre artikel 36 van het ESM-Verdrag, dat betrekking heeft op vrijstellingen van belasting, al dan niet een rechtstreekse weerslag zou kunnen hebben op de fiscale bevoegdheid van inzonderheid de gewesten, niettegenstaande het feit, enerzijds, dat artikel 31, lid 1, van het ESM-Verdrag als volgt luidt: “Het ESM heeft zijn zetel en hoofdkantoor te Luxemburg” en, anderzijds, dat het ESM krachtens artikel 31, lid 2, van het ESM-Verdrag “een verbindingsbureau (kan) vestigen te Brussel”, terwijl artikel 32, lid 2, d), van het ESM-Verdrag voorziet in de mogelijkheid een zetelakkoord te sluiten. Bij ontstentenis van nadere inlichtingen in dit verband is de afdeling Wetgeving niet in staat zich uit te spreken over de vraag of deze bepaling al dan niet gemengd van aard is.³ Een soortgelijke vraag zou kunnen rijzen in verband met de voorrechten en immuniteiten waarvan sprake is in de artikelen 32 en 35 van het ESM-Verdrag.

In dezelfde zin luidt artikel 12, lid 3, van het ESM-Verdrag als volgt:

“Vanaf 1 januari 2013 worden in alle nieuwe overheidsobligaties van de eurozone met een looptijd van meer dan een jaar collectieve-actieclausules opgenomen op zulke wijze dat zij dezelfde rechtsgevolgen hebben.”

Bij ontstentenis van nadere inlichtingen in verband met de manier waarop deze bepaling concreet toepassing zal vinden wanneer de gemeenschappen en de gewesten hun bevoegdheid om leningen aan te gaan⁴ zullen uitoefenen, kan de afdeling Wetgeving weer niets anders doen dan twijfels uiten omtrent de vraag of deze bepaling al dan niet gemengd van aard is.

² Artikel 6, § 1, VI, vierde lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

³ Voor de vraag of zetelakkoorden in voorkomend geval gemengd van aard zijn, zie advies 30074/AV, gegeven op 14 februari 2001 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 21 februari 2006 ‘houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Organisatie voor Afrikaanse Eenheid, ondertekend te Brussel op 9 oktober 1985 en met de Uitwisseling van brieven van 9 oktober 1985 en van 29 juni 1998 tussen het Koninkrijk België en de Organisatie voor Afrikaanse Eenheid’ (*Parl.St.* Senaat 2005-06, nr. 1374/1, 21-23).

⁴ Artikelen 49 en 49bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ‘betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten’.

Gelet op de aldus geuite twijfels, zou de memorie van toelichting op zijn minst aldus moeten worden aangevuld dat duidelijk aangetoond wordt of het ESM-Verdrag, dat ter instemming voorgelegd wordt, al dan niet gemengd van aard is.

De afdeling Wetgeving is hoe dan ook van oordeel dat de rechtszekerheid beter gegarandeerd zou zijn als de werkgroep gemengde verdragen om advies zou zijn verzocht.⁵

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1 Artikel 2 van het voorontwerp luidt als volgt: “Het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), ondertekend te Brussel op 2 februari 2012, zal volkomen gevolg hebben.”

De afdeling Wetgeving maakt de stellers van het voorontwerp er opmerkzaam op dat verscheidene bepalingen van het ESM-Verdrag het mogelijk maken dat organen van het ESM wijzigingen aanbrengen in belangrijke bepalingen van het ESM-Verdrag en in de bijlagen. De inwerkingtreding van zulke beslissingen hangt evenwel alleen af van de voltooiing van de nationale procedures ingeval van wijzigingen in het maatschappelijk kapitaal met toepassing van artikel 10, lid 1, van het ESM-Verdrag. Er bestaan evenwel nog andere beslissingen van organen van het ESM die tot een wijziging van het verdrag aanleiding kunnen geven:

- artikel 5, lid 6, m), van het ESM-Verdrag biedt de Raad van gouverneurs de mogelijkheid om aan de Raad van bewind de in artikel 5 opgesomde taken te delegeren;

- artikel 11, lid 6, van het ESM-Verdrag biedt de Raad van gouverneurs de mogelijkheid om bijlage I te wijzigen in de gevallen bepaald in de vorige leden van dat artikel;

- krachtens artikel 19 van het ESM-Verdrag kan de Raad van gouverneurs⁶ wijzigingen aanbrengen in de lijst van financiële-bijstandinstrumenten waarin de artikelen 14 tot en met 18 voorzien⁷;

- in artikel 44 wordt bepaald dat de Raad van gouverneurs zijn goedkeuring dient te hechten “aan de aanpassingen die als rechtstreeks gevolg van [een] toetreding aan het Verdrag moeten worden aangebracht”.

⁵ Die werkgroep is opgericht in het kader van de Interministeriële Conferentie Buitenlands Beleid bij artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten ‘over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen’.

⁶ De Nederlandse tekst van het Verdrag is blijkbaar onvolledig, aangezien daarin sprake is van de “Raad” en niet van de “Raad van gouverneurs”, zoals in de Franse tekst.

⁷ In artikel 19, tweede alinea, van het verdrag wordt verwezen naar de “artikelen 14 tot en met 18”, terwijl in de Franse tekst melding wordt gemaakt van de “articles 14 et 18”; de Nederlandse tekst is waarschijnlijk de juiste.

1.2 Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State in het verleden reeds onderstreept heeft, is het voor de wetgever niet onmogelijk om met zulke wijzigingen in te stemmen, op voorwaarde evenwel dat die voorafgaande instemming uitdrukkelijk in de instemmingswet wordt vermeld. Zo heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in verband met het Verdrag van Lissabon inzonderheid het volgende opgemerkt:

“Bij deze bepalingen wordt aan Europese organen de bevoegdheid opgedragen om een aantal bepalingen te wijzigen zonder goedkeuring van de lidstaten overeenkomstig hun respectieve grondwettelijke bepalingen. België en de deelentiteiten ervan zouden dus gebonden kunnen zijn door een wijziging van het Verdrag zonder dat de bevoegde wetgevende vergaderingen daar uitdrukkelijk mee hebben ingestemd⁸. De omstandigheid dat, desgevallend, de besluiten van de Europese Raad of van de Raad met eenparigheid van stemmen moet worden genomen, doet niets af aan die vaststelling⁹.

Zowel het Hof van cassatie¹⁰ als de afdeling wetgeving van de Raad van State¹¹ aanvaarden dat onder bepaalde voorwaarden de wetgevende vergaderingen vooraf kunnen instemmen met een verdrag of met een wijziging van een verdrag. Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, §§ 2 tot 4, van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moet aan twee voorwaarden worden voldaan: het is vereist dat de

⁸ Voetnoot 57 van het geciteerde advies: Zie de toepasselijke teksten onder bovenvermeld nr. 24 [...].

⁹ Voetnoot 58 van het geciteerde advies: De meeste “overbruggingsclausules” bepalen dat de besluiten met eenparigheid van stemmen worden vastgesteld. Dit is echter niet het geval met de besluiten waarvan sprake is in de artikelen 98, 107, lid 2, c), 129, lid 3, 281, tweede alinea, en 300, lid 5, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

¹⁰ Voetnoot 59 van het geciteerde advies: Cass., 19 maart 1981, *Arr. Cass.*, 1980-1981, 808; *J.T.*, 1982, 565, en noot J. Verhoeven; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N.

¹¹ Voetnoot 60 van het geciteerde advies: Zie o.m. advies 33.510/3 van 28 mei 2002 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (*Parl. St. Senaat*, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 35.792/2/V van 20 augustus 2003 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (*Parl. St. W.G.R.*, 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 36.170/1 van 11 december 2003 over het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 (*Parl. St. Senaat*, 2004-2005, nr. 957/1).

Wetgevende Kamers en, in voorkomend geval, de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de grenzen van de toekomstige wijzigingen kennen¹² en dat ze uitdrukkelijk aangeven dat ze met die wijzigingen instemmen.”¹³

1.3 *In casu* is aan die eerste voorwaarde voldaan doordat de bedoeling en de strekking van de wijzigingen in kwestie genoegzaam bepaald zijn.

Wat de tweede voorwaarde betreft, is de afdeling Wetgeving van oordeel dat daaraan kan worden voldaan door in het voorontwerp van wet een extra bepaling op te nemen die luidt als volgt:

“Art. 3. De beslissingen van de Raad van gouverneurs genomen met toepassing van de artikelen 5, lid 6, m), 11, lid 6, 19 en 44 van het ESM-Verdrag zullen volkomen gevolg hebben.”

2. In artikel 13, lid 3, van het ESM-Verdrag wordt bepaald dat een memorandum van overeenstemming moet worden afgesloten dat een voorafgaande voorwaarde is voor de toekenning van stabiliteitssteun en waarin de aan die steun verbonden voorwaarden moeten worden beschreven. De afdeling Wetgeving vraagt zich af volgens welke nadere regels de deeltentiteiten daarbij betrokken zullen worden. De memorie van toelichting moet op dit punt aangevuld worden.

¹² Voetnoot 61 van het geciteerde advies: Zie inzonderheid de adviezen waarnaar in de vorige voetnoot wordt verwezen.

¹³ Advies 44.028/AV van 29 januari 2008 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 juni 2008 ‘houdende instemming met het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en met de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007’, opmerking 28, blz. 355 en 356 (*Parl.St.* Senaat 2007-08, nr. 568/1, 334-371).

De tweede kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

De verenigde kamers waren samengesteld uit:

de Heren	M. VAN DAMME, P. LIÉNARDY, J. SMETS, J. JAUMOTTE, W. VAN VAERENBERGH, S. BODART,	kamervoorzitter, voorzitter, kamervoorzitter, staatsraden,
Mevrouw de Heer	C. GIGOT, W. GEURTS.	griffiers.

De verslagen werden uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur en de Heer M. T. CORTHAUT, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

M. VAN DAMME